Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Diktat contre l'euro

Par Robert Bibeau
Mondialisation.ca, 23 mai 2010
Le blog de Robert Bibeau 23 mai 2010

Région : L'Europe
Thème: Économie

La crise économique grec fait trembler le monde. La petite Grèce menace d'entraîner l'économie mondiale à sa perte. Si la Grèce a une telle importance économique pourquoi ne l'a-t-on surveillée étroitement pour l'empêcher de nous précipiter dans cette crise ? Saviez-vous que la Grèce était une puissance économique de cette importance ? Évidemment non, parce qu'elle ne l'est pas.

De quoi parle-t-on au juste ? D'un pays de 11 millions d'habitants (2,2 % de la population de la zone Euro), dont le PIB était de 222 Milliards de dollars en 2005, soit 1,2 % du PIB de L'Union Européenne qui tourne autour de 18 285 Milliards par année. Ce serait le déficit public de ce lilliputien qui ferait s'écrouler l'économie de l'Europe toute entière, l'Europe qui représente 30 % de l'économie mondiale contre 24 % pour les États-Unis.

Le père fouettard présente « l'énorme » dette de la Grèce comme étant un gouffre sans fond. La Grèce est plombée d'une dette publique à long terme de 113 % de son PIB soit 235 Milliards de dollars au total contre une dette publique de 6 509 Milliards pour l'ensemble de l'Union européenne, la Grèce représente donc 3,6 % du total de la dette de la zone Euro. La Grèce est grevé d'un déficit budgétaire courant de 28 Milliards de dollars contre 300 Milliards $ de déficit annuel pour l'ensemble de l'Union, la Grèce représente donc 9 % du total de l'Union. Bref, pour chacun des indicateurs économiques la Grèce ne représente entre 9 et 1,2 % des valeurs globales en jeux.

Le programme de sauvetage financier de la Grèce coûtera tout au plus 30 Milliards d'Euros échelonnés sur quelques années, l'équivalent d'une semaine du déficit américain (dette publique correspondant à 90 % de son PIB annuel). Par contre, un plan de défense de L'Euros vient d'être annoncé par les chefs de gouvernement à hauteur de 750 Milliards d'euros, davantage que le plan de sauvetage des institutions financières après la fraude américaine l'an dernier.

Ces chiffres suffisent à faire comprendre que l'on ne parle plus de l'affaire Grec depuis belle lurette. Ce n'est pas la Grèce qui menace l'Euro, l'économie européenne et l'industrie mondiale, ce sont les spéculateurs boursiers qui jouent contre l'Euro (1). Pourquoi jouent-ils contre l'Euro ? Pour sauver le dollar et l'économie parasitaire américaine. L'économie américaine est une économie de consommation et d'importation alors que les économies japonaise, chinoise, allemande, suédoise et néerlandaise sont des économies de production et d'exportation.

Pouvez-vous imaginer un ménage qui ne ferait que consommer. Pendant trente ans ce ménage consommerait deux à trois fois plus qu'il ne produirait (ou qu'il ne gagnerait). Son déficit annuel courant serait chaque année plus important et cela depuis trente ans. De

l'autre côté de la rue, le ménage d'en face approvisionnerait le déficitaire année après année. Un jour le ménage créancier risque de se présenter chez le débiteur et lui réclamer son dû. C'est ce qui risquait de se produire pour les américains. Le dollar a servit de monnaie d'échange international depuis l'accord monétaire international de Bretton Woods (2). Les américains ont donc imprimés des dollars – émis des devises – non pas autant que leur économie en avait raisonnablement besoin, mais autant que l'économie mondiale en avait besoin. Depuis dix ans environ les États-Unis ont émis pour 29 000 milliards de dollars de devises au-delà de leur développement économique national. C'est ainsi que notre voisin consommateur réussit à vivre au-dessus de ses moyens depuis trente ans. C'est ainsi que la valeur du dollar diminue progressivement face à l'Euro et face au Yen. Malgré la force de leurs devises les japonais et les allemands parviennent tout de même à exporter largement grâce à une productivité supérieure et à la qualité de leurs produits. Par ailleurs, leur monnaie forte attire les investissements à la recherche de profits juteux. Tout cela mine le dollar qui perd peu à peu son titre de monnaie refuge au profit de l'or, de l'Euro et du yen dont les valeurs n'ont cessées de croître…jusqu'à la crise spéculative du mois d'avril.

L'an dernier un groupe de pays producteur de pétrole et de pays émergent réuni autour de la Chine, de l'Iran, de la Russie, du Brésil ont décidé de convertir leurs dollars en un panier d'autres devises, l'Euro étant la première de ces devises, et de cesser de faire leur commerce, au premier chef le commerce du pétrole, en se servant de l'étalon dollar. Cette décision doit entrer en vigueur progressivement à partir de 2012.

La spéculation boursière visant l'Euro est la première riposte des **spéculateurs** américains contre cette décision qui les priverait de leur statut privilégié de banquier du monde. En ramenant l'Euro à parité avec le dollar (1) – l'avantage Euro – l'intérêt pour les détenteurs de devises de posséder des Euros plutôt que des dollars s'amenuise. Évidemment, un Euro moins cher favorisera les exportations européennes sur les marchés mondiaux mais c'est le Japon et la Chine qui en pâtiront. Il y a déjà un certain temps que les États-Unis ont renoncé à défendre leur industrie et leur force productive contre la concurrence étrangère. Les services représentent 78 % du PIB américain, alors que l'industrie ne représente plus que 16 % du PIB américain.

Jean-Michel Vernochet n'a pas tord d'affirmer que ce jeu spéculatif contre l'Euro ce – chaos constructeur – présente un réel danger de voir s'effondrer l'ensemble de la structure monétaire mondiale. L'Euro représente tout de même la première économie du monde (30 % du PIB mondial). Mais qu'importe, les spéculateurs ont confiance de briser les visées hégémoniques de l'Euro et de le remettre sous la coupe du dollar, l'instrument monétaire de leur domination de l'économie mondiale. Avant d'attaquer l'Iran et de fermer le détroit d'Ormuz à la navigation pétrolière et ainsi priver l'Europe et la Chine du pétrole du Moyen-Orient l'Amérique possède quelques autres moyens de contraindre ses partenaires à se soumettre à ses diktats.

Notes

(1)
http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/des-grands-fonds-speculatifs-parient-contre-l-euro_227700.html

(2) http://fr.wikipedia.org/wiki/Accords_de_Bretton_Woods

(3) http://www.voltairenet.org/article165451.html

Robert.Bibeau@sympatico.ca

http://www.robertbibeau.ca/

La source originale de cet article est Le blog de Robert Bibeau
Copyright © Robert Bibeau, Le blog de Robert Bibeau, 2010

Articles Par : Robert Bibeau

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca